

Un appel du Comité Central du P.C.I.

PAS D'AMBASSADEUR français CHEZ FRANCO

« Le Comité Central, conscient de l'importance de la victoire remportée par la réaction internationale, avec le vote par l'O.N.U. d'une résolution favorable au régime du FRANCO.

« Conscient de la dette excessive lourde contractée par les travailleurs du monde entier et plus particulièrement par les travailleurs de France envers le malheureux peuple espagnol.

« Dénonce la honteuse capitulation du gouvernement travailliste et de nombreux gouvernements à participation socialiste, malgré les engagements formels pris par le Comisco, devient la délégation pro-franquiste de l'impérialisme américain.

« Dénonce spécialement l'indigne position d'abstention prise par la délégation française, à laquelle appartient notamment Léon JOUHAUX.

« Le Comité Central affirme sa confiance inébranlable dans la victoire finale du peuple espagnol sur ses bourreaux fascistes; il adresse son salut fraternel le plus chaleureux aux héroïques combattants de la résistance clandestine antifranquiste.

« Le Comité Central adresse un appel pressant aux organisations ouvrières et démocratiques du monde entier pour qu'elles unissent leurs efforts afin d'obtenir l'abrogation de la décision de l'O.N.U. et empêchent l'envoi d'ambassadeurs en Espagne fasciste.

« Le Comité Central s'adresse particulièrement en France à toutes les organisations ouvrières et démocratiques qui ont manifesté leur hostilité au régime franquiste, notamment à la Ligue des Droits de l'Homme, à la Jeune République, au Mouvement de Libération du Peuple, aux Organisations de Déportés, à la C.G.T., à la C.G.T.-F.O., à la F.N.S.A., à la F.E.N., au S.N.I., au Parti Socialiste, au Parti Communiste Français, etc., pour qu'ils unissent leurs forces afin d'empêcher l'envoi d'un ambassadeur français à Madrid. »

CONTINUONS la LUTTE contre les 18 mois

UN peu partout — et bien que la presse fasse, en général, le plus complet silence sur notre action — les jeunes continuent la lutte contre les dix-huit mois. Un peu partout aussi, la bourgeoisie menace et emprisonne. C'est ainsi que 3 jeunes ouvriers, membres de l'U.J.R.F., accusés d'avoir diffusé des tracts au conseil de révision. Taverny, ont été arrêtés et traduits devant le tribunal correctionnel. Celui-ci s'étant déclaré incompétent, les dossiers ont été transmis à la Chambre des Mises en Accusation; et les inculpés sont maintenant menacés du tribunal militaire. Après avoir couronné, seul, un meeting qui ne réunit qu'un très petit nombre de participants, le P.C.F. a appelé à la création d'un comité de défense qui est maintenant constitué. C'est là, sans doute, un premier résultat mais l'action doit être intensifiée et, surtout, tout effort doit être fait pour lier la population laborieuse tout entière de Taverny au comité de défense.

Nous expliquons par ailleurs l'action menée à Puteaux par le Comité contre les 18 mois.

A Cosérot, près de Nantes, un comité d'action contre les 18 mois a tenu, le 29 novembre, un meeting au cours duquel le délégué du P.C.I. déclara notamment : « Notre parti s'est toujours prononcé contre le service militaire qui ne fait que défendre les intérêts des capitalistes. Nous savons que l'augmentation de la durée du service militaire donnera des possibilités plus grandes à la bourgeoisie pour continuer sa politique de rapine dans les pays coloniaux et pour poursuivre sa lutte contre le peuple indochinois... S'adressant particulièrement aux jeunes, il leur demanda de se souvenir que, même sous l'uniforme, ils restent des prolétaires.

Ainsi, parallèlement à l'action des soldats, dont nous citons quelques exemples dans le dernier numéro de « La Vérité » doit se développer une action sans cesse accrue de la classe ouvrière qui, seule, permettra de faire reculer le militarisme et la guerre.

Pour cause de travail, la Ferme nationale de la Région Parisienne est transférée provisoirement : Hôtel des Chambres Syndicales, 47, rue de la Victoire, Salle Prévet, tous les samedis de 17 heures à 19 heures.

AVANT GARDE ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE 19, rue Daguerre, Paris (14^e) — Téléphone : Suffren 62-31 C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHINOIS PROVOQUE

LA DEBACLE DE L'IMPERIALISME EN COREE

L'ÉPREUVE de force dans laquelle l'impérialisme s'est engagé en Corée tourne maintenant au désastre.

Les conséquences de la défaite, subie en échec en Asie par le sur-saut des masses révolutionnaires et que sa retraite précipitée du domaine colonial entraînera une aggravation mortelle de son système mondial.

Cette constatation n'échappe pas du reste aux plus avisés des porte-parole bourgeois, journalistes ou politiciens. Ils réalisent que l'impérialisme a été mis en échec en Asie par le sur-saut des masses révolutionnaires et que sa retraite précipitée du domaine colonial entraînera une aggravation mortelle de son système mondial.

Il a réalisé, d'autre part, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale à quel point le rapport de forces sur l'échiquier international est défavorable à l'impérialisme, et risque même de devenir pire.

La confusion qui étoile maintenant la panique est grande dans le camp de l'impérialisme et ce, juste au moment où l'arrogante clique militaire-ignominie des brigades américaines se croyait arrivée au faite des victoires en Corée.

Dans l'espace de quelques jours, Mac-Arthur, l'idole de la bourgeoisie internationale réactionnaire, hissé sur le piédestal de la gloire militaire est devenu un vulgaire bouc-émissaire ignorant des brigades américaines qui se préta au piège tendu par les Chinois, en développant ses forces en éventail à partir d'un centre faible. Mais, en réalité, la défaite de Corée est la défaite d'une tentative de l'impérialisme d'arrêter la dislocation de son domaine colonial et de changer le rapport de forces en sa faveur, en s'appuyant sur des forces qui s'avèrent incapables de réaliser actuellement ce but.

Dans la bataille de Corée, le front

uni des impérialistes réalisés autour de l'impérialisme américain à travers l'O.N.U. a jeté toutes ses forces disponibles, militaires et politiques, tout son poids effectif actuel.

Et l'impérialisme a perdu cette bataille. Cela confirme l'analyse du rapport des forces que notre mouvement a donné dès le commencement de la guerre de Corée. Nous indiquions que ce rapport évolue au désavantage de l'impérialisme, que l'impérialisme conscient de sa faiblesse hésiterait à déclencher une guerre générale. Nous ajoutions que même s'il déclenchait malgré tout celle-ci, effrayé par l'ampleur de la retraite à laquelle il pouvait se trouver assés, on ne devait pas être intimidé par une telle guerre, il serait possible aujourd'hui de rejeter tout compromis avec l'impérialisme, et prévoir des prolongements révolutionnaires inévitables en Amérique même.

Nous pouvons dire maintenant d'avantage : nous pouvons affirmer que si la bureaucratie soviétique nous avait vraiment une politique révolutionnaire, et si les Partis Communistes au lieu d'avoir désorienté les masses de l'Europe en particulier avec des campagnes « Pour la Paix » « pour les signatures » les avaient éduqués dans une perspective révolutionnaire, il serait possible aujourd'hui de rejeter tout compromis avec l'impérialisme, et pousser l'assaut révolutionnaire des masses en Asie et en Europe jusqu'à la victoire.

Car jamais la situation internationale de l'impérialisme n'a été pire, son impréparation militaire plus criante, sa confusion et démoralisation plus grandes. Mais la politique de la bureaucratie soviétique et des Partis Communistes qu'elle commande est naturellement tout autre et il est nécessaire d'y insister.

POURQUOI LE KREMLIN VISE AU COMPROMIS

Si le Kremlin en Corée, à l'O.N.U., au Congrès de Varsovie et par toute la politique des Partis Communistes des pays capitalistes de l'Occident, vise au compromis avec l'impérialisme et non pas à la lutte conséquente pour le renverser, ceci tient non pas à la crainte de la supériorité militaire de l'impérialisme, mais à la crainte avant tout du caractère que prendrait à l'étape actuelle une guerre avec l'impérialisme.

Dans le rapport des forces actuels en Asie et en Europe, ou nulle part ni les masses coloniales en révolte, ni le prolétariat métropolitain, n'ont subi de défaite décisive, une guerre de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. prendrait rapidement l'aspect d'une guerre civile internationale, déclenchant des forces révolutionnaires immenses. Ces forces, le Kremlin n'a aucune garantie qu'il pourra les contrôler partout.

Michl PABLO. SUITE PAGE 3

L'EXCLUSION DE RENARD DE LA C.G.T. :

Un coup porté à l'unité chez Renault

LE 20 novembre 1950, la section syndicale C.G.T. du département 62 de la Région Nationale Renault prenait l'initiative de faire circuler une liste de pétition demandant que soit exclu de cette organisation syndicale notre camarade Renard.

En dehors de ce procédé inhabituel, les motifs invoqués pour justifier pareille mesure ne étaient pas moins. Deux chefs d'accusation, si l'on peut dire, étaient présentés. D'une part, « les trop nombreuses critiques et calomnies faites par le camarade Renard à l'égard de la Direction de la C.G.T. et en particulier de notre camarade Benoît Frachon »; d'autre part, « son soutien ouvert au régime de Tito ».

Henri BARATIER, ouvrier syndiqué C.G.T. SUITE PAGE 2

LA SALE BESOGNE DES GENDARMES

AUCUN être humain normalement constitué n'aura pu lire dans la grande presse la relation du procès des incendiaires du pays de Retz devant la Cour d'Assises de Nantes, sans être soulevé d'indignation et de dégoût.

Des hommes sont restés trente mois en prison sous le coup d'une accusation que quelques minutes d'audience démontrent fantaisiste et insoutenable. C'est un jeune de 16 ans qui a fourni aux derniers de la gendarmerie les révélations qui vont la conduire à arrêter le « chef de bande ». Or celui-ci fournit des alibis absolument irréfutables et que personne au procès ne osera contester. Du même coup l'accusation tombe aussitôt contre les autres inculpés car ceux-ci sont censés n'avoir agi que comme complices.

Alors pourquoi les trente mois de prison préventive ? Pourquoi l'insurrection ne s'est-elle pas terminée rapidement par un non-lieu ? Pourquoi le procès a-t-il eu lieu ? Parce que les accusés avaient avoué ! Ils avaient avoué sous les coups et la torture ; tout avait été employé : la presse qui écrase les doigts, la régie sur laquelle ont fait agouillonner le patient pendant qu'on le frappe. Et bien entendu les fausses déclarations que l'on utilise pour en provoquer d'autres qui seront aussi fausses. Le jeune innocent du village que l'on terrorise pour faire de ses déclarations la base de l'accusation. Jusqu'à nos témoins eux-mêmes qui ont été frappés !

Nous ces faits sont prouvés à l'audience devant un auditoire indigné, sous les auspices d'un tribunal impuissant à empêcher que le procès devienne celui de la gendarmerie. Les preuves les plus irréfutables sont fournies : chemise tachée de sang, certificats de médecine, bulletin d'infirmier, etc.

Mais alors une terrible question se pose : pourquoi a-t-il fallu trente mois pour arriver là ? L'enquête de la police a été menée comme la dit un avocat avec des méthodes dignes de la Gestapo. Mais et l'insurrection, alors ? Pourquoi n'a-t-on pu y faire immédiatement la preuve de l'innocence des accusés et des brutalités de la gendarmerie ? Et si le procès avait pu avoir lieu à huis-clos les travaux forcés qu'a eu l'audace de réclamer l'avocat général

M. NORVIC. SUITE PAGE 3

UN TEMOIGNAGE SUR LA GRECE

Le peuple grec vomit le régime réactionnaire

NOUS avons fait ces temps derniers un voyage d'un mois en Grèce. L'hospitalité grecque est proverbiale. Une grande amitié à tousjours lié le peuple grec aux travailleurs de France et nous avons été accueillis avec un enthousiasme.

Au cours de ce voyage strictement privé, nous sommes entrés en contact avec la vie journalière du peuple grec — nous avons conversé avec des paysans, des ouvriers, des intellectuels. Excepté chez les bourgeois, les officiers réactionnaires, les professeurs du régime, toutes les couches de la population sont HOSTILES au régime réactionnaire que les capitalistes grecs et américains imposent à la Grèce.

Malgré le régime de terreur semi-fasciste qui règne dans le pays, les travailleurs désaient de la situation; beaucoup tiraient les leçons de la sanglante et tragique expérience que vient de faire le peuple grec.

En Thessalie, la région rouge de la Grèce, dans les montagnes où les partisans ont mené leurs luttes héroïques, il y a une véritable armée sur pied de guerre. Les troupes américaines, après avoir écrasé dans le sang la révolution grecque, se sont retirées, laissant à la bourgeoisie le soin d'assurer « l'ordre ». La région frontalière des camps militaires, nous rencontrons d'innombrables colonies armées de pied en cap. Les jeunes soldats, qui sont soumis à un entraînement intensif sous la houlette des officiers monarcho-fascistes, ne sont pas des volontaires; ils sont obligés pour 3 et 5 ans (par tirage au sort). Beaucoup aspirent à retourner à la vie civile et haïssent le rôle de répression qu'on leur fait jouer.

50.000 drachmes par jour pour ne pas mourir de faim en Grèce, les salaires des travailleurs s'étagent entre 20.000 et 40.000 drachmes (seuls les spécialistes gagnent 60.000 drachmes). Aussi les travailleurs ne peuvent acheter les produits du « Plan Marshall ». Des milliers d'entre eux, communistes, socialistes, démocrates, quand ils n'ont pas été arrêtés, déportés à Makronissos, ont été chassés de leur emploi et vivent dans la misère.

Au hasard d'un « auto-stop », nous marchons dans une voiture. L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de toute la Grèce accompagne trois ingénieurs américains en stournée d'inspection ; les capitalistes américains « reconstruisent » les routes qui ont pour eux un intérêt stratégique, mais les maisons bombardées ne sont pas reconstruites; il n'y a PRESQUE AUCUNE USINE aux alentours des grandes villes. La Grèce est un pays exploité à la manière d'une colonie. Les ingénieurs « inspecteurs » américains ont d'ailleurs une mentalité de colonialistes. Ils étaient les bienfaiteurs de leur soi-disant « œuvre civilisatrice » et veulent APPRENDRE à la Grèce à être libre ». Mais les travailleurs grecs font justice de ces affirmations hypocrites, « les Américains à la porte », c'est le désir général.

Ce peuple auquel il faut, paraît-il, « apprendre à être libre » montre d'ailleurs dans toutes les discussions une haute conscience politique. Malgré les pressions qu'impose un régime policier, les travailleurs grecs, quand ils parlent de leur actual gouvernement, font le geste significatif de mettre de l'argent dans leur poche et illustrent par des détails concrets l'immaginable corruption des milieux bourgeois gouvernementaux et des « socialistes ».

Nous prenons contact avec un ancien partisan qui a rompu avec le parti communiste, « Le Parti a

trahi la lutte de libération, il a laissé en paix les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais a été les armes aux travailleurs par les accords de Varkiza. » Un autre évoque la lutte héroïque menée par le prolétariat d'Athènes pendant trois semaines contre les troupes monarcho-fascistes et les Anglais coalisés. « Le mot d'ordre de l'É.L.A.S. était « ne pas toucher aux Anglais ». Or nous aurions pu les jeter à la mer... » Alors que la Révolution battait son plein à Athènes, l'É.L.A.S. qui contrôlait presque toutes les provinces n'a pas bougé et a laissé éterniser les ouvriers de la capitale. » Nous demandons ce qu'est devenu Markos. « Il a été libéré parce qu'il voulait faire comme Tito », répond le camarade. Il nous dit que beaucoup de travailleurs grecs regardent avec espoir vers la révolution yougoslave.

Deux militants du Parti Communiste grec, dont l'un vient de sortir de Makronissos, disent que Markos est à Léningrad et pour soigner une malaria tenace ». L'un d'eux a lutté avec les partisans de Macédoine yougoslave. Lors que nous lui demandons si Tito et ceux qui ont dirigé la lutte de libération sont des fascistes comme il prétend le Kominform, il semble gêné.

Les Grecs avec lesquels nous parlons sont, malgré la clandestinité, l'absence de presse ouvrière, très au courant de la vie du mouvement ouvrier français et international; ils en discutent avec passion. Les travailleurs grecs, à cause de la trahison de la direction stalinienne, ont subi de graves défaites — MAIS ILS NE SONT PAS VAINCUS. Beaucoup d'entre eux restent animés d'une farouche volonté d'en finir avec le RÉGIME qui s'étend sous sa terreur sanglante et qui ne se maintient que grâce à l'appui de la réaction internationale.

Jean et Antoine DURUY.

* 1.000 francs valent 42.000 drachmes.

Préparons l'agrandissement du format de LA VERITE

P our ce quatrième numéro de notre journal diffusé par messagerie, une nouvelle augmentation du tirage permet d'élargir encore cette diffusion.

C'est grâce aux efforts des militants du P.C.I. et de quelques sympathisants, peu nombreux, mais fort généreux, que cette diffusion a pu être financée.

Mais il faut aller plus loin. Il faut que nous parissions dans un grand format. C'est à une condition indispensable pour améliorer la présentation de notre journal et, par conséquent, pour accroître sa vente.

Et cette fois, c'est à l'ensemble de nos lecteurs et de nos abonnés de faire l'effort nécessaire. Le supplément de dépenses qu'entraînera l'agrandissement du format n'est pas très élevé et il suffirait que chaque lecteur au numéro et chaque abonné nous envoie 100 francs pour que ce supplément de dépense soit couvert pour plusieurs numéros. Seulement, il faut tous s'y mettre.

Un autre moyen de nous permettre de réaliser ce nouveau progrès est de soutenir par le contrôle et la propagande la diffusion chez les marchands de journaux. Tout nouveau journal vendu augmente nos entrées de fonds sans augmenter nos dépenses. Répondez sans tarder aux appels que nous vous avons adressés à ce sujet.

Envoyer sa souscription. Faire souscrire autour de soi. Contrôler et soutenir la vente : Voilà les trois tâches impérieuses de tous les lecteurs de « LA VERITE ».

SOUSCRIPTIONS

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes entries like 'Fonds de 250.000 fr. Puy-de-Dôme', 'F. Finestier 7.400 fr.', 'Lyon 1.200 fr.', etc.

A ce jour 205.845 fr.

Malgré un effort remarquable de la plupart des camarades, le fonds de 250.000 fr. n'est pas encore atteint. Ce qui est dû à quelques retardataires et à deux ou trois cellules de province particulièrement carentes. C'est à ces camarades-là de combler la différence sans retard car il nous faut maintenant passer à une autre étape. Nous publierons la quinzaine prochaine le résultat par régions. Qui sera en retard sur l'effort fourni par les autres camarades ?

Écrivez-nous en sommes sûrs et le résultat sera atteint.

LA VIE DU PARTI

LE COMITÉ CENTRAL A OUVERT la discussion préparatoire au 7° Congrès National

Le Comité central a discuté les premiers rapports soumis à la discussion du parti, en vue de la préparation du VII° Congrès National et a adopté les modalités de sa préparation.

La résolution dit notamment : « La tâche essentielle de ce congrès sera de faire prendre conscience de la nouvelle situation, dans laquelle travaille et se construit le Parti et de formuler les méthodes donnant la possibilité d'entreprendre et de mener le travail de masse. »

« Le Congrès se tiendra les 1, 2, 3 et 4 mars 1951, à Paris... Les Comités Centraux des 2-3 départements et des 6-7 janvier fourniront des textes pour la discussion et le vote du Parti. La discussion sera déclarée ouverte à partir du 3 décembre. Elle se mènera dans les organismes réguliers du parti et par les bulletins intérieurs. Les délégués porteront les documents du C.C. d'une part et, d'autre part, un Bulletin Intérieur par mois durant les mois de décembre, janvier, et février. La discussion portera sur les sujets à l'ordre du jour du Congrès. »

« Les articles et contributions seront publiés les 31 décembre, 20 janvier et 10 février. Ils seront de 6 pages... »

« Les votes auront lieu en principe durant la semaine précédant le Congrès. Les délégués seront élus sur la base du vote sur le rapport politique. »

Le Comité Central a discuté et remis à la discussion du parti les rapports adoptés par le Comité Exé-

L'exclusion de RENARD de la C.G.T. : Coup porté à l'unité chez Renault

SUITE DE LA PAGE I

le camarade Renard pourrait s'expliquer, ainsi que ses accusateurs. Les dirigeants de la section syndicale du travailleur ont eu une attitude d'indignation violente allant jusqu'à conditionner la prise de leur timbre syndical à la réintégration de Renard dans le syndicat.

Deux assemblées se tinrent le midi, à l'heure du repos. A la première, aucun travailleur ne vota contre l'exclusion. Il en fut autrement à la seconde. Les camarades d'atelier de Renard étaient là, ils pouvaient mieux juger de la valeur des accusations portées. La première fois, la majorité vint vu à leurs côtés dans les débats, savant le rôle qu'il avait joué depuis près de quatre ans dans les combats des travailleurs de chez Renault. Au cours de cette assemblée, les responsables de la C.G.T. furent obligés de recommencer les votes par trois fois. L'assemblée était si peu sûre qu'elle fut interrompue par les dirigeants de la C.G.T. qui furent obligés de recommencer les votes par trois fois.

Renard ne s'en tint pas là. Comme il en avait statutairement le droit, il fit appel au congrès syndical de la C.G.T. et à la fin de la semaine suivante. Très « démocratiquement », le Congrès l'autorisa à s'expliquer. Pendant vingt minutes, Renard dénonça l'iniquité de cette exclusion et l'illegalité des motifs invoqués. Il rappela son passé de militant syndicaliste et un particulier l'époque où il était pour la grève alors que ceux qui, aujourd'hui, demandaient son exclusion, jouaient les jaunes et les briseurs de grève à l'humanité.

Après trois jours, le Congrès ratifia l'exclusion. Cette affaire ne pourrait être qu'un fait-divers sans importance si elle n'était pas la suite de toute une série d'autres exclusions et si elle ne se plaçait pas dans la situation d'aujourd'hui.

Pourquoi les dirigeants communistes français sont-ils amenés aujourd'hui à violer leur propre légalité statutaire ? Pourquoi est-ce précisément Renard qui est visé chez Renault ? Pourquoi invoque-t-on comme motifs d'exclusion les critiques à l'égard des dirigeants et le soutien au régime de De Gaulle ?

Pour répondre à ces trois questions, il faut examiner la situation dans l'usine. Rien ne va plus, serait-on tenté de dire, heureusement les jeux ne sont pas encore faits. Depuis plus de deux ans, la C.G.T. a subi un piètement visible à l'œil nu. De plus en plus les militants se désolent de cette organisation. Pour le dernier Congrès de l'entreprise, aucun chiffre d'adhérents n'a été publié. Les tentatives des dirigeants de l'entreprise, tant dans la bataille de la paix que dans celle de l'unité d'action ont été des échecs cuisants. La grève de février-mars a accentué les divisions, les réticences, et les hésitations des travailleurs, non seulement à s'engager dans le combat, mais à accorder leur confiance à certains des dirigeants de la C.G.T. Rien ne va plus... Les militants du Parti Communiste Français eux-mêmes désertent leur réunion de travail, se posent des questions sur la politique passée de leur parti. Les journaux de cellules paraissent de

moins en moins, les meetings et réunions à la sortie de l'entreprise ne les intéressent même plus. L'exclusion de Renard de la C.G.T. a un double but : se débarrasser d'un adversaire gênant et par là même en faire le bouc émissaire de difficultés ou échecs rencontrés. Un délégué au congrès syndical ne déclarait-il pas que si l'unité d'action ne pouvait pas se faire, c'était la faute de l'entreprise ? Faire de cette exclusion un exemple pour tous ceux qui pourraient hésiter, faire des réflexions, avoir des doutes, y compris sur la question yougoslave.

Bien sûr que Renard est gênant, moins par ce qu'il est lui-même que parce qu'il le représente. N'était-il pas, en avril 1947, le tête de ses ouvriers pour la grève, alors que Thorez était vice-président du Conseil des ministres et proclamait « la grève armée des travailleurs lancée par les ouvriers » ? Renard n'était-il pas, en novembre-décembre 1947, membre du Comité Central de grève de 1930 nous, avec quatre autres camarades, n'a-t-il pas expliqué jour après jour que la seule solution pour la victoire, c'était la grève générale ? N'était-il pas, en septembre 1948, au cours de la grève des mineurs, pour soutenir ces derniers, dans la lutte en débrayant ? N'était-il pas, en février-mars 1949, pour faire autre chose qu'une petite grève Renault et lancer dans la bataille le plus de forces possibles ?

Renard, comme membre de notre Parti dans l'usine Renault, est l'expression consciente, comme tous les autres membres de notre Parti, des doutes et des réticences des ouvriers, et c'est à ce titre que les dirigeants l'ont exclu. C'est ici que prend tout son sens « l'accusation » de trop critiquer les dirigeants. Ses critiques sont les critiques de tous les ouvriers. Il fallait un exemple, et on l'a eu.

Heureusement les jeux ne sont pas faits. S'il suffisait de conclure avec qui « on » est en désaccord pour tout résoudre, le problème serait simple. S'il suffisait de rayer de la C.G.T. Renault tous les membres de notre Parti pour réaliser l'unité d'action et pour engager la contre-offensive ouvrière, les bureaucrates pourraient facilement crier victoire.

Or, c'est précisément le contraire qui se produit. Non seulement l'exclusion de Renard ne règle rien, mais elle est, dans son essence, anti-façon. La confusion, voulue par les dirigeants, entre syndicat et parti ne peut que servir les ennemis de la classe ouvrière et de l'unité d'action. Avec de tels procédés, c'est Jouhaux qui triomphe avec son pseudo-libéralisme et sa pseudo-démocratie de façade.

Les ouvriers de Renault et d'ailleurs répondront à ceux qui font de leur majorité un instrument de domination bureaucratique. Ils répondront en multipliant les initiatives pour la création des comités d'unité d'action. Ils feront de ces comités des organismes où tous les travailleurs, quelles que soient leurs tendances, pourront s'exprimer. Ils banniront de leur sein les méthodes qui amènent la défaite des travailleurs. Ils chasseront des directions syndicales ceux qui, sous le couvert de l'unité sont les pires diviseurs de la lutte ouvrière. Quant à Renard, hors du syndicat comme dans le syndicat, il continuera à mener le combat qui n'a pas commencé avec lui. Le camarade Frachon a été secrétaire général de la C.G.T. et c'est étrange parce que ce qui le mène Frachon a été secrétaire de la chasse de son syndicat.

UNE DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

sur le procès

DAVID ROUSSET - " LETTRES FRANÇAISES "

A l'occasion du procès « D. Rousset - Lettres françaises », la presse stalinienne présente D. Rousset comme un trotskyste. Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV° Internationale) s'élève énergiquement contre une telle affirmation. Les rapports de D. Rousset avec le P.C.I. n'ont été que ceux d'un adversaire du trotskysme, depuis le deuxième Congrès national (février 1946) où furent condamnés ses points de vue qui, alors, visaient à dissoudre notre mouvement au profit du stalinisme. Dans le document qu'il présenta en octobre 1945 pour ce Congrès, il reconnaissait les « déportations massives de population » en U. R. S. S., « l'accroissement des différenciations sociales d'autant plus sensibles que le dénuement est plus grand », etc., mais concluait : « La bureaucratie stalinienne, avec toutes ses tares, avec sa mentalité conservatrice et réactionnaire représente cependant un des bastions décisifs dans la période actuelle de la révolution socialiste dans le monde. En conséquence nous devons taire une

partie de nos désaccords avec le stalinisme et le faire délibérément et à fond. »

Depuis lors, Rousset a feint publiquement de découvrir toutes les tares qu'il connaissait depuis 1935 et qu'il taisait en 1945 « délibérément et à fond » mais il l'a fait pour les besoins de l'impérialisme américain dans la « guerre froide » et non pour la cause du socialisme mondial.

Le Parti Communiste Internationaliste appelle tous les ouvriers révolutionnaires — qui ne peuvent que repousser avec dégoût les deux parties du procès en cours — à dénoncer hautement les méfaits de la bureaucratie stalinienne, ses camps de travail forcé, le régime du Guépéou, crimes que l'impérialisme et ses agents ont la possibilité d'exploiter pour couvrir les camps de concentration capitalistes, son régime d'exploitation coloniale, sa terreur policière dans une série de pays avec l'appui matériel et moral des démocraties capitalistes.

Le 10 décembre 1950.

Le Bureau Politique du P.C.I.

Agents de Wall-Street et du Kremlin à la barre de la 17° Chambre

ROUSSET poursuit Les Lettres Françaises en diffamation, celles-ci l'ayant accusé d'avoir commis un faux dans un article où il dénonçait le régime du travail forcé en U.R.S.S. Pour Rousset, ce procès est une partie de la campagne qu'il a engagée — non pas pour servir la cause du prolétariat mondial (c'était un soulci de son jeune âge), mais pour servir la cause de la « guerre froide » des U.S.A. contre l'U.R.S.S.

Les avocats des Lettres Françaises qui savent que, sur le plan des faits, leur cause est sans issue, se sont lancés à corps perdus sur le terrain de la procédure. Il faut reconnaître qu'ils ont en grande partie réussi à atteindre leur but. Au bout de plusieurs semaines, le procès n'a pas avancé, il est question de reculer, d'appel, de renvoi... tout un charabia où le tribunal lui-même a perdu pied.

Les premiers témoins ont commencé à faire leur déposition, il y a maintenant suffisamment de recueils pour qu'on ait une idée assez précise de l'ampleur des camps en Union Soviétique. Camps dans lesquels ne se trouvent pas en majorité des partisans du capitalisme, des serviteurs de la contre-révolution, mais essentiellement des travailleurs de l'Union Soviétique écrasés par le régime policier, et aussi la plupart de ceux qui restent vivants parmi les militants et sympathisants communistes qui furent persécutés en U.R.S.S. après 1933, ainsi que les militants des partis ouvriers opposés au stalinisme dans les

pays occupés par les armées soviétiques.

Les avocats des Lettres Françaises n'ont pas manqué de faire étalage de chauvinisme : des Allemands viennent témoigner devant un tribunal français ! Ces Allemands, non seulement attestent l'existence du travail forcé, mais rappellent aussi la politique de Staline à l'égard des Allemands. Ils rappellent encore que Staline a conjointement avec la social-démocratie allemande organisé la lutte contre les Allemands. Ils rappellent que Staline a, plus tard, liquidé Neuman, Remmelé, dirigeants du P.C.A. qui, dans le privé, n'avaient pas reconnu son génie ». Ils rappellent que, plus tard, il a, comme prix de l'alliance temporaire avec Hitler, livré à celui-ci des émigrés antifascistes et juifs. Ils rappellent aussi que sa politique à l'égard des Allemands, de tous les Allemands — sans distinction de classe — était définie en ces mots d'Ehrenburg : « Il y a de bons Allemands que ceux qui sont morts ». Les avocats stalinistes ne peuvent évidemment supporter que soit dressé le bilan politique stalinien contre les travailleurs allemands, au moment où la diplomatie soviétique et la diplomatie américaine rivalisent pour exploiter l'une et l'autre, les Allemands.

Les travailleurs qui ne sont pas indifférent à ce qui se passe devant la 17° Chambre ne seront pas les dupes des adversaires qui veulent les embrigader dans l'un ou l'autre bloc. Ils se placeront sur leur terrain de classes, le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie.

DANS L'INTERNATIONALE LE IX° Plénum du Comité Exécutif de la IV° Internationale

Le 9° Plénum du Comité Exécutif Internationaliste s'est réuni du 27 novembre au 1° décembre. L'ordre du jour comportait les points suivants : Rapport sur le « Projet de Thèse sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV° Internationale » ; Rapport sur « la Révolution yougoslave et la IV° Internationale » ; Rapport du S.I. sur le Congrès Mondial et son activité ;

Rapport d'information (Allemagne, Belgique, Angleterre, Italie, Indonésie, etc.). Les textes « Thèse sur les perspectives internationales » et « Thèse sur la révolution yougoslave et la IV° Internationale » ont été présentés par le S.I. pour servir à la discussion préparatoire au IX° Congrès mondial de la IV° Internationale.

Le Plénum a décidé que ce Congrès aura lieu en 1951, et que la discussion sera ouverte dans l'Internationale à partir du 16 décembre 1950 sur la base des deux textes ci-dessus mentionnés adoptés par le 9° Plénum.

Le XIV° Congrès du Socialist Workers Party

Le 14° Congrès national du S.W.P. (parti trotskyste des Etats-Unis) vient d'être ouvert ses travaux. Le rapport principal a porté sur la politique révolutionnaire de la bourgeoisie aux U.S.A. et aussi sur sa lutte pour la dévaluation monétaire. Un programme de lutte socialiste a été adopté. Le Congrès a voté la libération démocratique et la nécessité d'un parti ouvrier indépendant ainsi que

le rapport ont été adoptés unanimement. Une résolution analysant l'exclusion de la Yougoslavie et caractérisant celle-ci comme un Etat ouvrier dont il faut assurer la défense contre Washington et Moscou a été adoptée par la majorité contre 6 voix et 2 abstentions.

Dans son rapport d'organisation, le P. O. communique qu'il a déclaré que le Parti, malgré la réaction, la situation économique et les pressions des principes révolutionnaires et même la lutte contre le stalinisme, a vu la promesse victorieuse de la révolution et historique anti-économiste. Le S.W.P. obtient 400.000 voix, ce qui est un résultat obtenu de 90.000 voix en déposant un plus grand nombre de bulletins.

LES LECTEURS DE « LA VERITE », LES MILITANTS DU P.C.I. TOUS LES TROTSKYSTES SE RETROUVERONT AU REVEILLON des « AMIS DE LA VERITE » LE 31 DECEMBRE Salle SUSSET - 206, quai de Valmy On y dansera, on y chantera, on y boira de 22 heures jusqu'au premier matin L'entrée aura lieu strictement sur invitation. Nous en faire la demande par lettre ou à notre permanence de la Région Parisienne.

LA PROCHAINE SEMAINE REGIONALE AURA LIEU LE MERCREDI 3 JANVIER 1951, à 20 H. 30.

A Puteaux, les camarades du M.R.J. ont été contactés par le C.L.A.J. pour participer à un comité d'action contre les 18 P.M.S. comprenant le J.C.F. et le P.C.F. Les 18 P.M.S. ont un meeting organisé par les différents organismes.

Renforcez par d'autres organisations (dont le P.C.F.) le comité des 18 P.M.S. et action sur les quartiers et les entreprises. Mise en train d'une fête de fin d'année au profit du Comité d'Unité contre le soldat. — Rapport écrit avec les différents comités d'action contre les 18 mois de la région (Nanterre, Courbevoie, Levallois).

Nous sommes à l'avant-garde du combat contre les 18 mois, soutenez sans cesse ce rapprochement de la presse et des journaux ouvriers sur des objectifs précis, s'agissant d'une manifestation de direction, tentent à faire dévier la lutte des travailleurs à des fins de propagande, traquent à la lutte contre les 18 mois.

En réponse à l'appel que nous avons lancé en faveur de la famille d'Orléans, le rapport adopté à Toulouse, les cellules du P.C.I. de la Région Parisienne ont versé la somme de 3.000 francs.

SOLIDARITE

Les cellules de la région continuent leur action contre l'interdiction du journal « l'Algérie Libre ». Dans le 19° arrondissement, un tract a été diffusé à la population et un grand nombre de signatures ont été obtenues. Le P.C.I. de cette région a obtenu un grand nombre de signatures. Par leur action chaleureuse les travailleurs de la région ont soutenu les peuples colonisés comme l'avaient déjà fait ceux du 19°.

A Paris, le Clignancourt dans le 19° nos camarades ont obtenu le même écho. Une école de cadres de la Région communiste a été lancée. Elle étudie l'histoire du mouvement ouvrier français ; l'histoire des mouvements ouvriers allemand et espagnol ;

Pour une politique qui brise l'isolement de la Yougoslavie

Une politique extérieure dans laquelle s'est engagée depuis la guerre de Corée le gouvernement yougoslave...

Cependant l'avenir appartient à cette Révolution, ainsi que l'avenir de la Révolution Yougoslave.

Les révolutionnaires amis de la Yougoslavie prolétarienne regrettent profondément la désastreuse orientation...

Il s'agit d'ouvrir plus largement les yeux de ceux qui ont été aveuglés par la propagande...

Les dirigeants yougoslaves ont commis une première erreur en considérant la lutte du peuple coréen...

On peut expliquer ainsi, malgré qu'il n'y ait pas eu de coup d'Etat, comment le régime de Kim Il-Son...

Il est ainsi permis au Kremlin d'écarter la Yougoslavie de tout contact possible avec la révolution chinoise...

On peut espérer que le P.C.Y. puisse élaborer une telle politique.

Jean-Paul MARTIN.

Les Anarchistes au pays de Tito

LA FAUSSE OBJECTIVITE

LE LIBERTAIRE, organe de la Fédération Anarchiste, publie actuellement une série d'articles de J. Lanen...

Un hasard de ses pérégrinations, dans Zagreb ou Belgrade, ces « Anti-titistes », expliquent en bon français...

Lanen dans son introduction écrit: « Les autorités yougoslaves méritent un point d'honneur... »

Lorsque dans ce même passage, Lanen dit, à propos des barbells: « Nous pensions que les barbells enroulant ces usines, suffisait à en assurer la « protection »...

Etant allé en Yougoslavie dans la même brigade que Lanen, la lecture de ses articles m'a conduit à la conclusion que la « vérité » de Lanen lui est particulière...

Parlons maintenant des salaires. Lanen a, sur ce point, malencontreusement oublié la comparaison d'usage (et pour cause) qui consiste — une fois calculé l'éventuel des salaires à mettre en rapport...

D'abord, Lanen choisit des faits, qui, sans analyse ou détachés de leurs conditions d'ensemble, prennent un aspect différent de ce qu'ils sont en réalité. Nous appellerons cela de la fausse objectivité.

Lanen ne dit pas tout, lorsqu'il écrit ceci: « Dans ces deux usines que nous avons visitées (Rade Koncar à Zagreb et Ivan Ljola Ribar à Belgrade) nous avons constaté qu'elles étaient gérées par des miliciens en uniforme, armés de fusils et de mitraillettes et postés à toutes les portes ou patrouillant à l'intérieur de l'usine... »

« Le salaire le plus couramment payé est de 3.000 dinars par mois, nombreux sont ceux qui ne gagnent que 2.500, 2.000 et 2.800 dinars — le tout en notre possession... »

Cette réponse n'est sans doute pas satisfaisante. Mais c'est Lanen qui la fait, car ce que prétendent les Yougoslaves est tout à fait autre: ils nous assurent que: « le système capitaliste n'existe plus en Yougoslavie, mais ils savent que le capitalisme restait sans cesse tant que la construction du socialisme n'est pas achevée... »

« L'échelle hiérarchique est donc de 1 à 4,4, si ensuite on compare avec l'échelle hiérarchique de rigueur des pays capitalistes — de 1 à 1 l'infini — en U.R.S.S. — de 1 à 25 — on comprend tout de suite pourquoi Lanen a évité d'exécuter ce petit calcul... »

L'action révolutionnaire du peuple chinois provoque le besoin de l'impérialisme soviétique

SUITE DE LA PAGE 1

Au contraire, les accousses et le dynamisme révolutionnaire d'une telle guerre peuvent rompre tous les équilibres...

La bureaucratie soviétique risque dans une telle guerre de tomber sur un succès qui l'impérillera sous la poussée révolutionnaire...

La guerre dans de telles conditions sera le chaos révolutionnaire et la bureaucratie soviétique sera impuissante à empêcher de tout ce qu'elle ne contrôle pas strictement.

Car un tel renforcement de la Chine polarisant autour d'elle la lutte révolutionnaire des masses coloniales en Asie, qui s'ajoute plus de fondements de l'impérialisme...

Comment alors expliquer son apparition soudaine à la suite des peuples coloniaux en Asie ?

LES CONSEQUENCES POUR L'OCCIDENT

On peut expliquer ainsi, malgré qu'il n'y ait pas eu de coup d'Etat, comment le régime de Kim Il-Son et au Parti Communiste Coréen pour renverser le régime de Syngman Rhee et unifier toute la Corée sous son influence.

La défaite de l'impérialisme en Corée sera ressentie profondément dans tout l'Asie, et dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux...

Mais, même dans le cas de cette conquête limitée, la bureaucratie soviétique s'est avérée incapable de victoire complète des masses révolutionnaires...

Elle stimulera l'énergie révolutionnaire de millions d'hommes de par le monde, qui réaliseront plus ou moins clairement que nous approchons des dernières batailles décisives...

La guerre en Corée s'est transformée en débâcle pour les impérialistes à partir de l'intervention des Chinois, qui dans les paroles et les actes suivent une politique essentiellement différente de celle des Etats-Unis.

« C'est dans cette crise révolutionnaire qui a permis de saisir la lutte contre la bureaucratie soviétique. Elle péra dans le développement de cette crise. »

Tandis que les Thozes de l'Europe répondaient aux ouvriers inquiets qui demandaient en septembre et octobre derniers l'intervention russe...

DANS LES RIZERIES DE CAMARQUE

LA SALE BESOGNE DES GENDARMES

SUITE DE LA PAGE 1

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Camarque est en voie de devenir une des régions les plus riches de France. Antérieurement, le polygone marécageux de Camarque, les marais, les marais, les marais, les marais... »

SUITE DE LA PAGE 1

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

« On a vu à ce procès un capitaine de gendarmerie à qui on demandait pourquoi il avait utilisé une fausse déclaration...

« Les conditions d'origine sont désastreuses. Les bouillottes travaillant à leur tour, avec parfois de la boue jusqu'au cou, les hommes sont épuisés... »

LETTRE DE BELGIQUE

Lors de la grève contre Leopold, deux militants syndicaux furent arrêtés, pour avoir refusé de signer le bulletin de Ter Broekmans-Charlier...

« Tout l'Occident doit se mettre à l'austerité », proclame sa presse affolée. Mais ses chances d'opposer des canons au pain, et de créer une ambiance d'union nationale...

« C'est dans cette crise révolutionnaire qui a permis de saisir la lutte contre la bureaucratie soviétique. Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Les perspectives révolutionnaires dominent de plus en plus la scène de l'histoire. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

« Elle péra dans le développement de cette crise. »

